Paix et sécurité mondiales

M. le vice-président: A l'ordre. C'est à la présidence que le député devrait adresser ses observations.

M. Lambert: Monsieur le Président, j'aimerais interroger le secrétaire parlementaire au sujet de ce qu'il vient de nous dire. Il nous avait dit tantôt qu'il s'agissait d'accepter le principe de la motion. Ayant déjà lui-même assumé la présidence, il sait sans doute qu'une fois que la Chambre s'est prononcée sur le principe d'une chose, personne ne peut plus proposer de changements majeurs. C'est là un fait que la présidence nous répète sans cesse. Ainsi, le président d'un comité qui agit à l'égard de son comité de la même manière que monsieur le Président agit à l'égard de la Chambre, ne saurait accepter ces changements.

Ensuite, qu'entend le secrétaire parlementaire par l'étape du rapport une fois que le comité a déposé son rapport? A son avis, comment faudrait-il entendre la dernière question que pose monsieur le Président après avoir reçu le rapport à la fin de l'étape du rapport: «Quand lisons-nous le projet de loi pour la troisième fois?» A son avis, quand cela constitue-t-il un acceptation du principe?

M. le vice-président: A l'ordre. La période réservée aux questions et aux commentaires étant terminée, le secrétaire parlementaire pourrait répondre si la Chambre y consent. Y consent-elle?

Des voix: D'accord.

M. Blaker: Je serai bref, monsieur le Président. Je préférerais que nous examinions la question de fond plutôt que la question de procédure qu'a soulevée le député. Le fait est que nous sommes saisis d'un projet de loi important. Le premier ministre a écrit à différentes personnes, et notamment au chef de l'opposition, pour les assurer que le gouvernement accueillerait volontiers les propositions d'amendement émanant de l'opposition.

M. Hnatyshyn: Règlement.

M. Blaker: Peut-être le député ne croit-il pas le premier ministre sur parole. Moi, je le crois.

M. le vice-président: A l'ordre. La Chambre entame maintenant le débat. La présidence a déjà donné la parole au député d'Edmonton-Strathcona (M. Kilgour).

M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona): Monsieur le Président, les voilà maintenant qui vont tous partir! L'essentiel de mon propos peut s'exposer de façon très directe. La menace nucléaire, les relations est-ouest, la paix et la sécurité mondiales, la défense, le contrôle des armements et le désarmement ont tellement d'importance pour chacun de nos commettants, et en particulier pour mes trois jeunes enfants, qu'il ne faut pas que l'Institut envisagé dans le bill C-32 soit entaché au départ de dépendance partisane.

Le nœud de mon argumentation, c'est que sous sa forme actuelle le projet de loi nous propose un institut sous la coupe du gouvernement en place. Et pourquoi? Tout d'abord parce que le texte du projet ne précise pas que l'Institut sera indépendant du gouvernement et de ses organes. Mon parti préférerait

que le projet de loi soit rédigé de telle façon que l'Institut soit clairement protégé de l'ingérence gouvernementale, et inversement que le gouvernement soit, si on le désire, protégé de l'Institut. Ce qu'il y a là n'est ni chair ni poisson, monsieur le Président. C'est peut-être un ragout.

Ensuite, la question du financement de l'organisme est d'une importance cruciale pour son indépendance. Si j'ai bien compris, ce que nous dit actuellement le gouvernement c'est que le ministère de la Défense nationale et celui des Affaires extérieures vont financer l'Institut de concert, annuellement, par voie de crédits budgétaires. Voilà un modèle qui tient l'institut en laisse. Est-ce que son indépendance n'en pâtirait pas? C'est une épée de Damoclès. Si au cours de l'année I l'Institut déplaçait au gouvernement, celui-ci lui couperait les crédits ou les chambarderait au cours de l'année II.

Je rappelle aux députés qu'hier seulement, en Colombie-Britannique, le gouvernement du premier ministre Bennett a coupé les vivres à un comité d'action féministe, et voilà le sort que je crains pour ce très important institut. Monsieur le Président, il serait beaucoup plus sensé, pour assurer l'indépendance et l'absence d'intervention partisane, d'opter pour la voie des ressources propres. Nous pourrions créer un fonds qui assurerait le financement de l'Institut.

[Français]

Troisièmement, la formule proposée qui vise à l'organisation de l'Institut soulève la sérieuse question de la totale indépendance de l'Institut face au gouvernement. Le président sera nommé par le gouverneur en conseil pour un mandat maximum de trois ans. L'administrateur délégué sera nommé par le gouverneur en conseil pour un mandat de cinq ans. Quinze administrateurs seront nommés par le gouverneur en conseil pour des mandats respectifs de trois ans, au maximum.

Qui seront-ils? Je prétends que, étant donné l'expérience acquise avec de nombreux organismes fédéraux, les administrateurs canadiens seront les candidats libéraux défaits, les présidents de circonscriptions libérales, ainsi que d'autres individus reconnus grâce à leurs activités partisanes.

● (1750)

[Traduction]

Pourquoi ne pas créer une structure plus originale pour les nominations, afin que des personnes plus indépendantes et plus compétentes siègent au conseil, monsieur? On pourrait par exemple ajouter aux articles 6, 7 ou 8 une phrase stipulant que toute personne nommée au conseil devrait être au préalable «un spécialiste éminent des questions concernant la paix, la sécurité ou le désarmement», ou encore ajouter par exemple «nommée sur consensus» par tous les membres du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. Pourquoi même ne pas écrire que les personnes nommées au conseil doivent être approuvées par les chefs des partis d'opposition?